

2 mars 2014

Inquiétante veille d'élections lourde de nationalisme identitaire **Une déficience québécoise, y compris à gauche, de solidarité internationaliste avec les personnes immigrantes**

La solidarité internationaliste avec les personnes immigrantes n'est pas le point fort de la gauche québécoise. On a parfois l'impression que ce crucial travail de solidarité est sous-traité à de petits groupes de tendance anarchiste ou libertaire plutôt anglo-québécois en lien avec leurs camarades ailleurs au Canada. Réciproquement, le bilinguisme de ses groupes n'envoie pas le bon signal mais ce n'est pas une excuse.

Comme action récente mentionnons l'occupation du bureau de la ministre Malavoy en décembre dernier pour réclamer l'acceptation sans frais dans le réseau scolaire des enfants des personnes immigrantes sans papiers.

Voir sur le site de Radio-Canada :

[Occupation terminée aux bureaux de la ministre de l'Éducation du Québec, 10/12/13](#)

[L'école pour les sans-papiers, un casse-tête pour Québec, 26/08/13](#)

Est-ce un hasard si cette occupation a été rapportée par CBC/Radio-Canada et La Presse mais non par Le Devoir ou les médias de gauche lié soit au PQ (L'Aut'Journal) soit à Québec solidaire (Presse-toi-à-gauche) ?

Voici une autre action de solidarité non banale en cours :

Ce 28 février, des rassemblements ont été organisés à Toronto, Vancouver, Montréal et London pour commémorer le suicide, il y a deux mois, de Lucie Vega Jimenez au centre de détention pour immigrants de Vancouver mais plus particulièrement le cinquième mois de la grève de la faim des personnes détenues immigrantes – elles étaient 119 au départ – pour protester contre leur détention sans limite de temps dans une prison de sécurité maximale à Lindsay en banlieue de Toronto.

Lucia Jimenez Vega s'est pendue dans la salle de bain à l'aéroport international de Vancouver pendant qu'elle était sous la garde d'Immigration Canada. Les autorités ont pris un mois pour divulguer sa mort. Sa famille a été contrainte de signer un accord afin d'obtenir son corps. 119 personnes immigrantes se sont mises en grève de la faim le 17 septembre 2013 à Toronto. Le Canada est le seul pays « occidental » à ne pas imposer des limites de détention en attente d'expulsion. En conséquence, certains détenus ont été en prison pendant près de 10 ans.

Les demandes des protestataires organisées par « Campaign to End Indefinite Detention » (Campagne pour mettre fin aux détentions sans limite de temps) sont les suivantes :

1 - La liberté pour les gens emprisonnés sans raison ; Liberté pour tous les détenus immigrants qui ont été détenus pendant plus de 90 jours.

2 - Mettre fin à la détention arbitraire et sans limite de temps ; Mettre en place une « période désignée » [presumptive period] de 90 jours. Si la déportation [removal] ne peut se faire dans les 90 jours, les détenus doivent être libérés. Ces périodes désignées sont recommandées par l'Organisation des Nations Unies, et font loi aux États-Unis et dans l'Union européenne.

3 - Pas de détention dans les prisons à sécurité maximale ; Les détenus ne doivent pas l'être dans les prisons provinciales à sécurité maximum ; Ils doivent avoir accès aux services de base et être près des membres de leur famille.

4 - Réviser le processus d'arbitrage ; Donner aux personnes immigrantes l'accès complet et juste à l'aide juridique, aux programmes de mise en liberté et à la représentation pro bono.

Le Syndicat de Poste Canada, l'Alliance de la fonction publique de l'Ontario, Naomi Klein, Judy Rebick et plus de 70 autres organisations et personnalités appuient ces demandes. (Voir <http://endimmigrationdetention.com/endorsers/> en anglais seulement)

Information contextuelle

- Entre 2004 et 2011, 82 000 personnes ont été emprisonnées dans des centres de détention pour immigrantes, au moins 25 000 depuis 2011. En 2012, 289 des personnes détenues étaient des enfants dont beaucoup avaient moins de 10 ans.
- De 2004 à 2008, environ 12 000 personnes ont été déportées chaque année. Depuis 2008 les déportations s'accroissent pour atteindre maintenant 15 000 personnes par an. C'est plus de 40 personnes par jour. Le vrai nombre est plus élevé car il ne comprend pas ceux et celles qui retournent soi-disant volontairement après avoir été refusés.
- Il existe trois centres spécialisés de détention de l'immigration au Canada : à Toronto, à Laval et à Vancouver. Le centre de Kingston, spécialement construit pour les détenus avec un certificat de sécurité, connus sous le nom "Guantanamo du Nord", a été discrètement fermé en 2011.
- Les autres détenus, environ 35% du total, sont gardés dans des prisons à sécurité maximale provinciales, certains ne pouvant quitter leurs cellules pendant 18 heures par jour. Le nombre de personnes détenues dans des prisons ordinaires est susceptible de croître après l'application de la loi C-31 car il n'y a pas eu une notable expansion des centres de rétention spécialisés pour l'immigration.
- Bien que les immigrés sont dépeints comme des menaces à la sécurité, seule une infime minorité est détenue pour de telles allégations. En fait, 94,2 % des personnes réfugiées sont détenues pour des raisons sans rapport avec la sécurité.
- 4,8% des personnes détenues sont des enfants.
- 53 775 000 \$ d'argent public est dépensé pour la détention chaque année ou 239 \$ par personne/jour. Par comparaison, une unité de logement social peut coûter pas plus que 31 \$ par jour. Le coût total comprenant aussi la surveillance et la supervision des personnes immigrantes, en particulier des personnes détenues avec un certificat de sécurité, et ceux et celles qui n'ont pas en détention est beaucoup plus élevé.
- Ces centres de détention sont opérés en partenariat avec le secteur privé comme par exemple les entreprises G4S, Garda et Corbel Management Corporation. À Toronto seulement, G4S et Corbel ont été payées 19 000 000 \$ entre 2004 et 2008. Garda a le contrat pour le Centre de surveillance de l'immigration de Laval.

Le vendredi 21 mars au Métro Mont-Royal à 18h, le même réseau élargi, avec l'ASSÉ, organise une marche [Contre le colonialisme, le racisme et le projet de loi 60](#). On sera tout probablement en pleine campagne électorale. Ne serait-ce pas pertinent de transformer cette marche qui s'annonce modeste en grande manifestation avec une nette majorité francophone qui envoie un message clair au PQ ? On rêve d'entendre les porte-parole de Québec solidaire faire un tel appel.

Inquiétudes et audace

Il faut beaucoup s'inquiéter à propos de la prochaine campagne électorale et de ses résultats probables. On aura une campagne sur fond d'air identitaire tirant sur la xénophobie quoique le PQ fera mille et une contorsions pour éviter le sujet maintenant que le cadre de la campagne est

cristallisé. Le résultat risque d'en être un gouvernement majoritaire péquiste qui aura carte blanche, sur la base de son mandat ethnique avec une division ethnique du vote que montrera la carte électorale, pour niveler les services publics et les programmes sociaux au niveau canadien qui lui-même tend vers le niveau étasunien. On aura ainsi le paradoxe d'une canadienisation de la politique québécoise, y compris pétrolière et pour les autres ressources naturelles, au nom de l'autonomisme ethnique à la Duplessis avec l'indépendance comme carotte au bout du nez de l'âne.

L'offre ultra-fédéraliste du PLQ se traduira par une agitation anti-référendum masquée par la défense des droits des minorités culturelles et individuelles et la dénonciation, au nom d'un laisser-faire qui ne dit pas son nom, de l'interventionnisme aventuriste et brasseur du PQ en matière économique. La CAQ peinera à se différencier du PQ sauf sur la question référendaire et d'une certaine retenue identitaire contre nature. Québec solidaire, seul au centre-gauche et même au centre, sera tenté de jouer la carte du juste milieu Bouchard-Taylor et du marginalisme social-libéral, paralysé comme en 2012 par la modestie d'un cadre budgétaire aligné sur une gouvernance acceptant tacitement l'austérité, le tout masqué par de fortes dénonciations de l'option pétrolière péquiste, approuvée de facto par les deux autres partis, et un discours de justice sociale, d'écologie et de souveraineté sans engagements clairs mettant en sourdine les points saillants antilibéraux de la plate-forme.

On souhaiterait une campagne démontrant une volonté de rupture avec le néolibéralisme, ce que permettent maints éléments de la plate-forme électorale pour la prochaine élection s'ils sont mis en évidence par la direction nationale, particulièrement par les porte-parole, dans la campagne tels

- gratuité scolaire, abolition du financement des écoles privées, 1000 profs de plus à l'université et l'équivalent au niveau primaire/secondaire en termes de ratio et de soutien ;
- création de toutes les places requises en garderie ;
- un médecin pour chaque personne, éliminer la taxe-santé, Pharma-Québec, le doublement du budget du soutien à domicile ;
- transport collectif gratuit sur dix ans ;
- salaire minimum au niveau du seuil de faible revenu (soit environ 13.00\$ l'heure en 2013 sur la base d'une semaine de 35 heures) ;
- accréditation multi-patronale, interdiction des lock-out et des injonctions, minimum de trois semaines de vacances, quatre après deux ans et cinq après cinq ans ;
- un revenu minimum garanti de 12 660 \$, 50 000 logis sociaux (sur 5 ans ?) ;
- embauche de membres des communautés culturelles et de personnes immigrantes dans la fonction publique au prorata de leur nombre dans la population ;
- accès à au moins quatre manifestations culturelles professionnelles pour les élèves du primaire et du secondaire ;
- assemblée constituante paritaire avec référendum (dans le premier mandat ?) ;
- accord des communautés autochtones pour tout projet de développement sur leur territoire ;
- non à l'accord de libre-échange avec l'Union européenne ;
- application de la Charte de la langue française aux entreprises de 10 employées et plus ;
- un mode de scrutin mixte et compensatoire avec plancher de 2%, parité femme-homme de l'Assemblée nationale, droit de rappel, référendum populaire, élection des préfets de MRC, droit de veto des municipalités sur les projets miniers ;
- création d'une banque publique ;
- nationalisation complète ou partielle (participation majoritaire de l'État avec obligation de transfert technologique et de formation de la main-d'œuvre) des entreprises dans les secteurs de l'énergie, des ressources naturelles et des transports ;
- création d'un organisme indépendant de surveillance et d'enquête sur l'activité policière,

- abrogation de loi ou règlement limitant abusivement (sic) la liberté de réunion pacifique ;
- limiter tout recours supplémentaire à l'hydroélectricité et réduire les émissions de gaz à effet de serre d'au moins 40 % par rapport à 1990 d'ici 2020 et de 95 % d'ici 2050 ;
- mettre en place une stratégie pour abandonner l'utilisation des diverses formes d'énergie fossile d'ici 2030 ;
- interdire l'exploration et la production d'énergies fossiles et d'énergie nucléaire ;
- s'opposer à tout transport de pétrole ou de gaz non conventionnel (pétrole de schiste, gaz de schiste, pétrole en provenance des sables bitumineux) sur le territoire québécois, que ce soit par train, oléoduc, gazoduc, bateau ou transport routier ;
- lancer un vaste programme d'efficacité énergétique comprenant tant la rénovation des bâtiments existants que le resserrement des normes pour les nouvelles constructions et les procédés industriels ;
- fixer un objectif minimal de 20 % d'aires protégées réparties proportionnellement dans les régions écologiques du Québec ;
- la souveraineté alimentaire, l'étiquetage de produits locaux et ceux OGM ;
- favoriser l'utilisation maximum et la densification des zones déjà construites, tout en préservant les milieux humides et les forêts en milieu urbain, établir une ceinture verte autour des grands centres urbains de manière à en limiter l'étalement ;

La diffusion massive d'un tel condensé de la plate-forme électorale, appuyée par des prises de parole qui la mette en relief de la part des porte-parole et candidates vedettes, au lieu de slogans creux, de dépliants lénifiants et de discours se contentant de dénonciations et de promesses vagues, feraient apparaître Québec solidaire comme une alternative antilibérale susceptible d'arrêter la dérive identitaire et de faire apparaître l'espoir qu'un autre Québec est possible. Ce serait encore plus vrai si les bottines suivaient les babines par un type de campagne en prenant la rue massivement chaque fois que l'occasion se présente comme pour cette manifestation anti-charte du 21 mars. Se pourrait-il que les alliés syndicaux et populaires saisissent l'occasion pour organiser des manifestations durant la campagne électorale, par exemple à l'occasion du 8 mars où Québec solidaire pourrait être présent en masse ?

Marc Bonhomme, 2 mars 2014

www.marcbonhomme.com ; bonmarc@videotron.ca